



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/67/26  
20 juin 2012

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixante-septième réunion  
Bangkok, 16 – 20 juillet 2012

**PROPOSITIONS DE PROJETS : INDE**

Le présent document contient les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds sur les propositions de projets ci-après :

Élimination

- Plan d'élimination du tétrachlorure de carbone pour les secteurs de la consommation et de la production (plan de travail pour le solde des fonds) Banque mondiale

Production

- Élimination accélérée de la production de CFC (deuxième tranche) Banque mondiale

Inde : Plan d'élimination du tétrachlorure de carbone pour les secteurs de la consommation et de la production (plan de travail pour le solde des fonds) (Banque mondiale)

Introduction

1. La décision 65/10 j) v) demandée par la Banque mondiale, à titre d'agence d'exécution principale du plan d'élimination du CTC pour les secteurs de la consommation et de la production en Inde, porte sur la présentation d'un rapport en temps opportun sur la mise en oeuvre du plan pour la 66<sup>e</sup> réunion et, le cas échéant, sur l'examen des activités prévues. Le rapport a été présenté par la Banque mondiale, et le Comité exécutif a pris note de ce rapport et de la vérification afférente dans le cadre de la décision 66/15.

2. La Banque mondiale avait aussi avisé le Secrétariat peu avant la 66<sup>e</sup> réunion que le solde des fonds du plan sectoriel s'établissait à 1,4 million \$US, et présenté un rapport de la mise en oeuvre pour ce solde. À la lumière des observations du Secrétariat en ce qui a trait aux activités prévues, la Banque mondiale a retiré la présentation afin d'avoir assez de temps pour examiner les diverses possibilités d'attribution des fonds. Dans sa décision 66/15 j) iv), le Comité exécutif avait demandé à la Banque mondiale de fournir à la 67<sup>e</sup> réunion un plan de travail couvrant le reste des fonds du plan d'élimination du tétrachlorure de carbone (CTC) en Inde.

Plan de travail proposé pour 2012-2013

3. La Banque mondiale a indiqué que, depuis 2010, que la Cellule de l'Ozone n'avait émis aucun quota sur les ventes pour utilisation comme matière première, qu'il n'y avait aucune vente directe aux utilisateurs qui n'employaient pas de matière première, et qu'aucune quantité de CTC n'était importée ou exportée par les producteurs de CTC. Les activités en lien direct avec l'élimination du CTC ont été mis en oeuvre avec succès, et l'Inde est en conformité avec ses obligations dans le cadre du Protocole de Montréal en ce qui a trait à l'élimination de la production et de la consommation de CTC. Toutefois, l'Inde continuera de produire du CTC, et à l'utiliser comme matière première conformément au Protocole de Montréal.

4. Des activités d'assistance technique sont proposées dans le document présenté afin d'assurer la durabilité de l'élimination du tétrachlorure de carbone. Ces activités fourniront au gouvernement les outils et les renseignements nécessaires en ce qui a trait aux meilleures pratiques visant à renforcer sa capacité à assurer le suivi et à gérer les quantités de CTC utilisées comme matière première. Elles renforceront aussi la capacité de supervision et de soutien du gouvernement pour l'industrie et d'autres utilisateurs, afin de pouvoir réduire la production de CTC pour usages non réglementés et les rejets dans l'environnement.

5. La Banque mondiale propose de mettre l'accent sur la mise en oeuvre des activités suivantes :

- a) Évaluer l'utilisation actuelle du CTC en laboratoire et à des fins d'analyse ainsi que des produits de remplacement. La Banque mondiale présume que ce CTC est actuellement prélevé des réserves des laboratoires; ces utilisations n'ont jamais fait l'objet d'une étude. L'évaluation fournira au gouvernement ainsi qu'aux utilisateurs identifiés les renseignements nécessaires qui lui permettra de planifier l'élimination totale de cette utilisation à l'avenir. Le budget prévu à cette fin est de 130 000 \$US;
- b) Renforcer un mécanisme durable pour la surveillance par le gouvernement de la coproduction, du stockage et de l'utilisation du CTC comme matière première. Ces activités sont inscrites au budget pour un montant de 115 000 \$US;

- c) Former des administrateurs au comité du contrôle de la pollution, afin de renforcer leur capacité à surveiller, présenter des rapports, et réglementer la production et en particulier l'utilisation non réglementée par l'industrie chimique, et supprimer la consommation possible pour des usages réglementés. On a prévu mettre en place huit ateliers régionaux, pour un coût total de 150 000 \$US;
- d) Effectuer une étude afin de déterminer les tendances futures en matière de production de CTC et des besoins en matières premières en Inde, afin d'identifier les risques possibles de production excédentaire future de CTC, avec une allocation budgétaire de 35 000 \$US;
- e) Le plan de travail prévoit un certain nombre d'activités visant à faciliter la réduction future de la production et des émissions de CTC, notamment des évaluations techniques du statu quo technique dans les diverses entreprises et des options en ce qui a trait à l'amélioration, avec feedback au gouvernement, et établir une base tant pour les activités futures en rapport avec l'industrie que pour la prise de mesures potentielles de réglementation subséquentes et de supervision par le gouvernement :
  - i) Réduction de la coproduction de CTC pendant la production de chlorométhane et évaluation de la faisabilité de la reconversion du CTC, avec un budget associé de 120 000 \$US;
  - ii) Évaluation périodique et qualitative des utilisateurs de CTC comme matière première, afin de générer des recommandations en vue des améliorations à apporter pour réduire les émissions, le cas échéant, avec un budget associé de 200 000 \$US; et
  - iii) Étude sur la gestion du CTC résiduel qui provient de la production de chloroforme, y compris les options visant sa disposition, avec un budget associé de 80 000 \$US;
- f) Préparation et publication de « Une décennie d'élimination de SAO », une publication portant particulièrement sur l'élimination du CTC, pour un montant total de 10 000 \$US; et
- g) Soutien pour un Groupe de gestion des projets, en particulier de ses activités en cours, afin d'assurer le suivi, la documentation et la durabilité de l'opération. Lorsque le projet tirera à sa fin, le Groupe de gestion des projets devra procéder, en plus de la surveillance et de la gestion continue, à certaines activités en rapport avec la finalisation des activités, afin de s'assurer de leur achèvement et de leur durabilité. Un montant total de 280 000 \$US a été inscrit au budget pour ces activités, qui pourraient se poursuivre après la fin de 2013.

## **OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT**

### **OBSERVATIONS**

6. Le Secrétariat avait, à la suite de la première présentation du plan annuel à la 67<sup>e</sup> réunion, présenté des observations sur l'utilisation du CTC en laboratoire au pays, en faisant remarquer que l'Inde

n'avait aucune consommation en ce sens; que des activités ciblaient la surveillance du CTC, la réduction de sa production de CTC comme sous-produit, la réduction des émissions et le traitement des résidus; et le financement prévu pour la publication. La Banque mondiale a tenu compte de ces observations et préparé le plan révisé présenté ci-dessus. L'agence d'exécution a aussi confirmé qu'il est prévu que toutes les activités, à l'exception possible du Groupe de gestion des projets, soient terminées d'ici 12 mois.

7. Quant à l'utilisation en laboratoire et à des fins d'analyse, qui n'est pas destinée à financer les reconversions ou les équipements, le Secrétariat a souligné que l'accord entre l'Inde et le Comité exécutif visant l'élimination de la production et de la consommation de CTC, approuvé à la 41<sup>e</sup> réunion, indique au paragraphe 2 que le pays convient que, par son acceptation de cet accord, il renonce à présenter une demande supplémentaire de fonds ou à recevoir d'autre financement du Fonds multilatéral en ce qui a trait au CTC, et que cette disposition s'applique aussi à tout financement visant l'élimination de son usage en laboratoire et à des fins d'analyse. La Banque mondiale en a donc été informée avant la finalisation de la discussion sur le plan de travail.

## **RECOMMANDATION**

8. Le Comité exécutif peut souhaiter :

- a) Approuver le plan de travail pour le solde du financement dans le cadre du plan d'élimination du tétrachlorure de carbone (CTC) des secteurs de la consommation et de la production en Inde; et
- b) Demander à la Banque mondiale, si d'ici le 31 août 2013 des activités autres que le soutien au Groupe de gestion des projets ne sont pas terminées, ou si des soldes demeurent non engagés, de fournir à la 71<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif un rapport sur la mise en oeuvre des activités approuvées à la 67<sup>e</sup> réunion, ainsi qu'un plan pour l'attribution du solde du financement et l'achèvement des activités en cours.

**DEMANDE POUR LA DEUXIÈME TRANCHE AU TITRE DU PLAN D'ÉLIMINATION  
ACCÉLÉRÉE DU SECTEUR DE LA PRODUCTION DE CFC**

**Note du Secrétariat :** Cette section est une reprise du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/66/38, à l'exception de la dernière partie sur les questions soulevées à la 66<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif et des recommandations.

**Contexte**

9. Au nom du gouvernement de l'Inde, la Banque mondiale avait soumis la deuxième et dernière tranche du programme d'élimination du secteur de la production de CFC en Inde, pour approbation par le Comité exécutif à sa 61<sup>e</sup> réunion, et l'a resoumise aux 62<sup>e</sup>, 65<sup>e</sup> et 66<sup>e</sup> réunions. Le montant demandé est de 1 057 000 \$US pour réaliser une élimination accélérée, plus des coûts d'appui de 238 000 \$US pour la Banque mondiale; un rapport sur les résultats annuels du programme a également été soumis pour les années 2010 and 2011.

10. Le rapport de l'audit de la production de CFC en 2010 a été présenté à la 65<sup>e</sup> réunion. Le Tableau 1 en résume les détails.

Tableau 1

**SOMMAIRE DES DONNÉES SOUMISES**

Pays	Inde
Titre du projet	Plan d'élimination accélérée du secteur de la production de CFC
Année du plan	2010 – 2011
Nombre de tranches réalisées	1
Nombre de tranches restantes au titre du plan	1
Plafond de la production de CFC pour 2009 et 2010 (n tonnes métriques)	0 tonne métrique
Financement total approuvé en principe pour le plan d'élimination accélérée du secteur de la production de CFC (incluant les frais d'agence)	3,408 millions \$
Financement total décaissé en date de déc. 2009	2,113 millions \$
Financement demandé pour le plan d'élimination accélérée du secteur de la production de CFC (PEA)	1,057 millions \$
Financement des coûts d'appui	238 000 \$

11. L'audit de 2010 a été réalisé du 14 mars au 6 avril 2011 par Mukund M. Chitale and Company, Comptables agréés. Le rapport d'audit, comprenant une introduction et un résumé analytique, portait sur chacun des quatre producteurs de CFC et incluait des annexes indiquant les masses moléculaires et les formules de CFC et de HCFC, ainsi que des certificats d'analyse des quantités contaminées.

## Rapport d'audit de 2010 et activités achevées en 2011

12. À sa 56<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a approuvé un accord pour l'élimination accélérée du secteur de la production de CFC en Inde. Selon cet accord, le gouvernement de l'Inde s'engage à arrêter la production de CFC en Inde à compter du 1<sup>er</sup> août 2008. L'examen portait sur la réalisation de l'objectif d'élimination de la production de CFC en 2010.

13. Le gouvernement a émis des licences pour les quatre producteurs, au titre du mécanisme de gestion des importations et exportations de CFC en 2010, indiquant un total 343,6 tonnes métriques (tm), uniquement pour la production de CFC de qualité pharmaceutique. Au titre des licences émises par le gouvernement, les producteurs ont vendu 290,73 tm de CFC à des fabricants d'aérosols-doseurs (MDI), plus 2,24 tm exportées pour des applications de MDI. Le stock de clôture de la production de 2010, soit 24,4 tm n'est pas de qualité MDI, et les producteurs cherchent des débouchés appropriés pour envoyer ce stock à la destruction. Cette quantité s'ajoute aux 11,74 tm de CFC contaminés signalés précédemment pour lesquels le rapport d'audit a inclus une analyse chimique, indiquant une pureté inférieure à 99,85 % et une contamination due à l'humidité, aux résidus et à une acidité supérieure aux spécifications.

14. Le Tableau 2 contient un résumé de la production de CFC par les quatre producteurs.

Tableau 2

### PRODUCTION DE CFC PAR PRODUCTEUR (TM)

Producteur	NFIL			CSL	GFL	SRF	Total
	CFC-11/12	CFC-113	CFC-113a	CFC-11/12	CFC-11/12	CFC-11/12	
Stock d'ouverture - 01.01.2010	-	-	-	-	-	-	-
Production brute aux fins des quotas	110,50	-	-	-	-	207,82	318,32
Retours sur ventes							
Pertes de manutention	0,95						0,95
Autres pertes							
Ventes en 2010 (marché intérieur)	102,73					188,00	290,73
Ventes en 2010 (exportation)	2,24						2,24
Stock de clôture - 31.12.2010	4,58					19,82	24,40*

\*Excluant les 11,74 tm de CFC contaminés mentionnés précédemment.

15. Le tableau indique les résultats généraux de la vérification, notamment les stocks d'ouverture, les pertes de manutention, la production brute, les retours sur ventes, les ventes en 2010 et les stocks de clôture. La décision 43/5 permet l'utilisation de la production nette de CFC vendables pour déterminer la réalisation des objectifs indiqués dans l'Accord avec l'Inde, durant les années autres que 2005 et 2007.

16. En 2010, la production de CFC s'élevait à 318,32 tm.

17. Le rapport décrit la méthodologie d'audit utilisée, qui comprenait les visites des sites et une vérification aléatoire des dossiers pertinents pour en vérifier la conformité aux résultats indiqués. Les livres de production et les dossiers de laboratoire et d'analyse ont été vérifiés et corrélés avec les jours d'échantillon pour déterminer si les dossiers des produits fabriqués sont bien maintenus. Des échantillons de stocks existants ont fait l'objet d'analyse par chromatographie en phase gazeuse afin d'identifier les produits. Le rapport contient aussi une liste des données examinées et l'équipe d'audit s'est entretenue

avec le personnel de l'usine. Selon les réponses recueillies, les dossiers ont fait l'objet de vérifications ultérieures, s'il y a lieu.

18. Le rapport contenait des observations et les résultats des visites de chaque usine. Il incluait un tableau général de l'historique de l'usine et de la technologie utilisée, une description de la méthodologie de l'audit, les dossiers des ventes de 2010 et des conclusions sur l'état de conformité aux quotas. La vérification n'incluait pas de données de production du HCFC-22 ni de données sur d'autres produits utilisant les mêmes matières premières que les CFC (tels que les HF et CTC).

#### Importations de 2010

19. La Cellule de l'ozone a indiqué qu'elle n'avait autorisé aucune importation de CFC durant l'année civile 2010, les CFC fournis aux fabricants de MDI provenant de la production domestique autorisée aux fins d'utilisations essentielles.

#### Exportations de 2010

20. Durant l'établissement des rapports d'audit, les vérificateurs ont noté qu'un producteur avait exporté 2,24 tm de CFC à l'Iran (République islamique d') dans le cadre de commandes spéciales. L'équipe d'audit a consulté la lettre du gouvernement iranien qui indiquait qu'il avait la permission nécessaire d'importer des CFC. Par approbation de la Cellule de l'ozone, le ministère du Commerce extérieur a émis une licence permettant l'exportation de 2,24 tm de CFC à l'Iran. L'équipe d'audit a vérifié les documents durant l'audit. Le Secrétariat a reçu du gouvernement de la République islamique d'Iran confirmation de l'importation, des quantités de CFC et de leur utilisation aux fins d'utilisations essentielles, conformément à la décision XXI/4.

#### Activités d'assistance technique et mesures de politique

21. Toutes les activités d'assistance technique ont été réalisées et les fonds correspondants ont été décaissés. Ces activités relevaient des domaines suivants: sensibilisation, formation/renforcement des capacités, collecte de données, activités de l'Unité de gestion de projet (UGP), supervision, change d'informations et études. Des mesures de politique ont également été exécutées durant les années 2010 et 2011, pour un montant de 199 000 \$US, dans les domaines suivants: licences pour les quotas de production, inscriptions et délivrance de licences.

#### Décaissement

22. Les décaissements totaux au titre du projet original étaient de 100 % des montants totaux affectés au projet, soit 82 millions \$US. Ces décaissements cumulatifs comprennent 80 millions \$US décaissés en 2010 pour compenser les producteurs de CFC et 2 millions \$US pour des activités d'assistance technique.

23. D'après le plan d'élimination accélérée du secteur de la production de CFC, la première tranche de décaissements de 2,113 millions \$US a été versée à quatre producteurs de CFC en janvier 2012. La deuxième tranche sera libérée lorsque le décaissement sera approuvé par le Comité exécutif, à la suite de l'examen de toutes les conditions de conformité, incluant la vérification des importations de CFC.

#### **Demande de la deuxième tranche**

24. La Banque mondiale indiqué que les fonds de 1 057 000 \$US, plus les coûts d'appui connexes liés à la deuxième tranche constituent en totalité les derniers paiements dus aux producteurs, qui se sont

acquittés de leurs obligations d'élimination accélérée. Aucun programme de travail n'est envisagé pour 2012 au titre du projet, et donc aucune autre activité, et aucun autre coût n'est prévu.

25. Les activités qu'il reste à réaliser en 2012 sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Activité	Mesures clés	Date visée	Budget (\$US)
Libération de la 2 <sup>e</sup> tranche du plan d'élimination accélérée du secteur de production de CFC	Libération des fonds de la Banque de développement industriel de l'Inde aux producteurs, sous réserve de l'approbation du Comité exécutif.	Avril –Mai 2012	1 057 000

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT

### OBSERVATIONS

#### Signature d'accords et destruction de stocks contaminés

26. Comme il mentionné précédemment, la présente demande a d'abord été soumise à la 61<sup>e</sup> réunion. Elle a également été présentée à la 62<sup>e</sup> réunion, où son examen a été renvoyé à la 63<sup>e</sup> réunion (décision 62/29). Le rapport de la 62<sup>e</sup> réunion indique que « le représentant de la Banque mondiale a indiqué que l'accord de subvention, pas encore signé à ce jour, le serait bientôt et que le stock de 11,74 tonnes métriques de CFC était contaminé. La disponibilité d'une installation de destruction des CFC était également problématique. Dans ces circonstances, il a été estimé qu'il serait prématuré pour le Comité d'approuver la demande. » (UNEP/OzL.Pro/ExCom/62/62, para. 85).

27. Compte tenu du rapport sur les retards de soumission des tranches annuelles à la 63<sup>e</sup> réunion, le Comité a décidé de demander à la Banque mondiale de collaborer avec le gouvernement de l'Inde afin que soient signés aussi vite que possible les accords relatifs au projet de fermeture accélérée du secteur de la production des CFC, pour permettre la présentation de la deuxième tranche de l'accord à la 64<sup>e</sup> réunion (décision 63/12 alinéa c)). Le Comité a confirmé cette décision à sa 64<sup>e</sup> réunion (décision 64/3, alinéa b)).

28. La Banque a indiqué que les accords pertinents entre le gouvernement de l'Inde et la Banque mondiale, et entre le gouvernement de l'Inde et les producteurs, ont été signés et que le paiement de la première tranche, d'une valeur de 2,113 millions \$US, a été versé aux producteurs en janvier 2012. Le deuxième décaissement, d'une valeur de 1,057 million \$US, sera libéré une fois reçue l'approbation du Comité exécutif.

29. L'autre question soulevée à la 62<sup>e</sup> réunion était la disponibilité d'un centre de destruction pour les 11,74 tm de CFC contaminés. Le producteur de CFC a soumis, par l'entremise du gouvernement de l'Inde, les résultats de l'analyse chimique menée par son Département de l'assurance de la qualité, qui ont confirmé que le restant du stock de 11,74 tm de CFC fortement contaminés ne peut être vendu.

#### Conformité à la décision 56/63

30. Le niveau total de la production est confirmé comme étant conforme au plan d'élimination accélérée de la production de CFC (Annexe XVII au rapport de la 56<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif et décision 56/63). Les auditeurs ont vérifié que la production de CFC de qualité pharmaceutique était destinée uniquement à des utilisations essentielles approuvées, autorisées par la décision XXI/4 de la



vingt et unième Réunion des Parties, incluant les 2,24 tm de CFC exportés à l'Iran (République islamique d'). Le Gouvernement de l'Inde s'est déjà acquitté de ses obligations au titre du paragraphe 2, alinéas a) à g) de l'Accord entre l'Inde et le Comité exécutif du Fonds multilatéral pour l'élimination accélérée de la production de CFC. Le rapport de vérification confirme également que la production totale de CFC destinés à des utilisations essentielles en 2010 ne dépasse pas les limites convenues par les Parties. La Banque mondiale a indiqué que, compte tenu de ces faits, la tranche annuelle devrait être approuvée puisque la décision stipule que « les composantes du Financement de cet accord ne seront pas modifiées en fonction de toute décision future du Comité exécutif qui pourrait avoir un effet sur le Financement sur tout autre projet dans le secteur de la production ou toute autre activité liée dans le Pays » (paragraphe 8 de l'Accord).

### **Données douanières sur les importations**

31. La décision 59/18 a indiqué, en ce qui concerne l'approbation de la première tranche de l'élimination accélérée de la production de CFC, qu'il est demandé à la Banque mondiale et au Gouvernement de l'Inde de veiller à ce que les dossiers de la douane soient mis à la disposition des vérificateurs pour le prochain rapport de vérification lié à la tranche finale de financement. La Cellule de l'ozone a indiqué qu'aucune licence n'a été émise en 2010 et qu'il n'y avait pas eu d'importations de ces produits. La Banque mondiale a indiqué qu'elle a recruté une équipe indépendante de vérification pour faire l'audit des dossiers douaniers, que la Cellule de l'ozone devait fournir, et qu'un bref rapport de vérification serait communiqué au Secrétariat du Fonds multilatéral avant la 66<sup>e</sup> réunion.

### **Application de la décision 60/47**

32. D'après la décision 60/47, alinéa b) vii), les 24,4 tm de CFC de qualité non pharmaceutique devraient avoir été détruits et la documentation sur le transport, l'entreposage et l'élimination devrait être fournie dans le cadre du rapport de vérification. La Banque a réitéré ce qui était indiqué dans le rapport de vérification et à la 65<sup>e</sup> réunion, à savoir que les deux entreprises en question ont indiqué aux vérificateurs qu'elles étaient en train de déterminer les parties appropriées à qui elles pourraient envoyer les substances aux fins d'incinération et que le pays producteur a accepté de limiter dans la mesure du possible la production de CFC de qualité non pharmaceutique et de payer pour leur destruction. En date de mars 2012, la Banque mondiale n'était pas en mesure de confirmer si les CFC de qualité non pharmaceutique ont bien été détruits. Le Comité exécutif est invité à prendre ce fait en considération dans sa décision sur l'approbation de la demande de tranche.

### **Questions soulevées à la 66<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif**

33. Les membres ont soulevé des questions sur plusieurs points, notamment sur la documentation de la destruction des CFC, conformément à la décision 60/47, et sur la fermeture et le démantèlement des installations de production, conformément à la décision 54/37 d). Des consultations ont eu lieu auprès des parties intéressées, au cours desquelles un plan d'action a été établi quant aux mesures à prendre afin de décaisser la dernière tranche à la 67<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif ou plus tard en 2012. La délégation des États-Unis a offert de collaborer avec le gouvernement de l'Inde et les entreprises concernées afin de faciliter le processus dans l'intervalle. Le Secrétariat du Fonds a demandé à la Banque mondiale de lui remettre un compte rendu des progrès accomplis depuis la 66<sup>e</sup> réunion, mais aucun progrès n'a été signalé au moment d'écrire ces lignes. Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander à la Banque mondiale de lui remettre un rapport à sa 67<sup>e</sup> réunion.

## RECOMMANDATION

34. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Demander à la Banque mondiale de lui remettre un rapport sur l'état de la destruction des CFC conformément à la décision 60/47 et sur la fermeture et le démantèlement des installations de production, conformément à la décision 54/37 d); et
- b) En se fondant ou non sur le rapport de la Banque, approuver la demande pour la deuxième et dernière tranche du plan d'élimination pour le secteur de la production de CFC en Inde, pour la somme de 1 057 000 \$US, plus les coûts d'appui à l'agence de 238 000 \$US pour la Banque mondiale.

----

**INDIA**

**CFC Production Sector (ODS III)**

**Request for Approval of the 2<sup>nd</sup> and Final Tranche  
under the Accelerated CFC Phase Out Plan**

**Submitted by**

**The World Bank**

**March 2012**

**(Resubmitted May 2012 following deferral by the  
Executive Committee – Dec 66/26)**

# INDIA

## CFC PRODUCTION SECTOR (ODS III)

### Request for Approval of the 2<sup>nd</sup> and Final Tranche under the Accelerated CFC Phase Out Plan

#### Table of Contents

A.	INTRODUCTION	3
B.	ANNUAL PROGRAM ACHIEVEMENTS DURING 2010-2011	3
B.1	CFC Production Phase-out	3
B.2	2009 Verification Report	4
B.3	Chemical Characterisation of Contaminated Stocks	5
B.4	2010 Verification Report	5
B.5	Customs Records	6
B.6	Policy Measures	6
B.7	Technical Assistance Activities	7
B.8	Monitoring and Reporting	8
C.	DISBURSEMENTS	8
C.1	CFC Production Gradual Phaseout Project	8
C.2	Accelerated CFC Production Phaseout Plan	9
C.3	Modalities for Disbursements	9

## INDIA

### CFC PRODUCTION SECTOR (ODS III)

#### Request for Approval of the 2<sup>nd</sup> and Final Tranche under the Accelerated CFC Phase Out Plan

##### **A. INTRODUCTION**

1. At its 54th Meeting in April 2008, the Executive Committee of the Multilateral Fund decided to approve, in principle, US \$3.17 million for closing down CFC production in India by 1 August 2008, 17 months ahead of the existing phase-out schedule. The Agreement for the Accelerated CFC production phase-out (ACPP) for India was approved by the Executive Committee at its 56th Meeting in November 2008. The phase-out schedule agreed in the ACPP supersedes the schedules provided in the CFC Production Sector Gradual Phaseout Project approved through Decision 29/65 of the Committee.

2. This document is in support of the request, on the behalf of the Government of India, for approval by the ExCom of the second and final tranche under the ACPP, for a total of \$1,057,000 plus Agency support costs of \$238,000, as all requirements as per the Agreement have been met. This follows the deferral of consideration of this request by the Executive Committee at earlier meetings, including to allow the “the World Bank to work with the Government of India to expedite the signing of the agreements for the accelerated CFC production sector closure project”.

3. The funding associated with this second tranche release is wholly comprised of the final payments due to the producers which have successfully met their obligations for Accelerated Phase-out. There is no 2012 work program under the project as all Technical Assistance (TA) activities have been completed, and all TA funds have been disbursed.

4. Since the last Annual Work Program that was submitted by the World Bank included a description of achievements in 2009, this document also provides a brief overview of the completed activities in 2010 and 2011. The document further discusses how some previous relevant Executive Committee decisions and points raised by the Fund Secretariat have been addressed, and the modalities for disbursements to the producers.

##### **B. ANNUAL PROGRAM ACHIEVEMENTS DURING 2010-2011**

###### **B.1 CFC Production Phase-out**

5. The ACPP required the Government of India (GOI) to revise its CFC production phase-out schedule with the understanding that India will:

- (i) produce no more than 690 metric tons of CFCs, primarily for the manufacturing of metered-dose inhalers (MDIs), up until 1 August 2008;

- (ii) CFC producers would sell no more than 825 metric tons of CFCs for MDI production in the years 2008 and 2009, comprising 690 metric tons of new production and 135 metric tons reprocessed from existing stock;
- (iii) export 1,228 metric tons of CFCs no later than 31 December 2009 and
- (iv) not import new/virgin CFCs of any kind.

## ***B.2 2009 Verification Report***

6. The CFC production audit of CY2009, related to the original request for approval of 2<sup>nd</sup> tranche funding, confirmed the compliance with ACCP, as detailed in table below:

Contents of Clause 2 of Annex 1	Compliance
(a) India would produce no more than 690 MT of CFCs, primarily for the manufacturing of metered-dose inhalers (MDIs) up until 1 August 2008.	673.87 MT of CFC was produced in CY2008. There was no production of CFC in CY2009.

(b) India's CFC producers would sell no more than 825 MT of CFCs for MDI production in the years 2008 and 2009, comprising 690 MT of new production and 135 MT reprocessed from existing stock;	Sale to MDI Sector (Qty. (MT))		
		2008	2009
	CFC 11	139.930	43.457
	CFC 12	355.845	158.725
	<b>Total</b>	<b>495.775</b>	<b>202.182</b>

(c) India would export 1,228 MT of CFCs no later than 31 <sup>st</sup> December 2009;	Export of CFC (Qty. (MT))			
		2008	2009	Total
	CFC 11	16.010	49.058	65.068
	CFC 12	439.627	610.797	1050.424
	<b>Total</b>	<b>455.637</b>	<b>659.855</b>	<b>1115.492*</b>

NOTE:

The amount that should have been exported as per the ACCP agreement was 1228 MT at the end of 2009. However the amount actually exported was 1115.492MT. The difference is accounted as given below.

Difference in Actual quantity produced as against the quota:	16.13 MT
Loss declared by the Companies in CY 2008	13.79 MT
Loss declared by the Companies in CY 2009	64.61 MT
Quantity drawn from the stockpile for domestic sale to MDI	6.5 MT
Closing stock of CFC as on 31.12.2009	<u>11.74 MT</u>
	112.57MT

(d) India would not import any new virgin CFCs	None of the CFC producing units has imported any new virgin CFCs in 2008 and 2009
--	---

(e) Any by-product non-pharmaceutical grade CFCs generated from the production under (a) are counted	The CFC Producing units sold some CFCs to Service sector in 2008 but none in 2009.
--	--

against the limit in row 2 of Table 1 in Appendix 1 and could be released to the market;		
	Sale to Service Sector during 2008	
	Particulars	Qty. (MT)
	CFC 11	22.291
	CFC 12	100.092
	<b>Total</b>	<b>122.383</b>

7. As indicated in the Table above, there was a stockpile of 11.74 MT of CFCs remaining at one of the CFC producers. The World Bank clarified at the time that the remaining CFCs were highly contaminated and non-sellable.

### ***B.3 Chemical Characterisation of Contaminated Stock***

8. In order to confirm that the remaining highly contaminated stock of 11.74 MT was non-sellable, the CFC producer (Navin Fluorine International) submitted, through the Government of India, results of the chemical analyses conducted by its Quality Assurance Department, appended herewith. A chemical analysis was carried out for CFCs contained in each of the five containers. The results can be summarized as follow:

<b>Chemical</b>	<b>Container</b>	<b>Quantity (MT)</b>	<b>Result</b>
CFC-12	I	1.8624	Moisture, residue and acidity exceed the specification. Purity is lower than 99.85%
CFC-12	II	3.6	Moisture, residue and acidity exceed the specification. Purity is lower than 99.85%
CFC-11	III	1.5142	Moisture, residue and acidity exceed the specification. Purity is lower than 99.80%
CFC-113a	IV	0.128	Moisture, residue and acidity exceed the specification. Purity is lower than 99.5%
CFC-113	V	4.639	Moisture, residue and acidity exceed the specification. Purity is lower than 99.0%
Total		11.7436	

For more detailed results of the analyses, please refer to the documents appended herewith.

### ***B.4 2010 Verification Report***

9. An independent technical and financial verification report of CFC production for CY 2010 was submitted to the 65th meeting of the Executive Committee pursuant to Decision 60/47 of the Executive Committee regarding production for essential use. It should be noted that Decision 60/47 relates to the exceptional authorization for production for export of pharmaceutical-grade CFCs for 2010, and is not directly related to the Accelerated CFC production phaseout plan.

10. With regard to this audit of 2010 essential use CFC production campaign, the audit team reported closing stock, amounting to 24.40 MT of non-pharmaceutical-grade CFC. The audit report stated that the two companies involved indicated to the auditors that they were “in the process of identifying suitable parties for sending this material for incineration”, in line with Decision 60/47(d)(ii) that “The producing country agreed to limit the production of non-pharmaceutical specification grade CFCs to the extent possible and pay for their destruction”.

### **B.5 Customs Records**

11. Customs records were made available to the auditors as per the Independent Verification of CFC Imports for CY2009 which was prepared pursuant to the qualification in the approval for release of the first tranche of funding (Decision 59/18, in Annex V of the meeting report) that “The World Bank and the Government were requested to ensure that Customs records are available to auditors for the next import audit report associated with the final funding tranche of the Accelerated Phase-out Plan to be submitted to the 61st Meeting of the Executive Committee.”

12. This condition for verification of customs records was met with the report being submitted for consideration with the initial request for funding of the second tranche of the ACPP that was submitted for the 62nd meeting, and was deferred as noted above. For CY2010, the Ozone Cell indicated that no licenses had been issued and imports had been nil. To verify the customs records which are to be provided by the Ozone Cell, the World Bank has hired an independent audit team and a short report on the same will be shared with the Multilateral Fund Secretariat ahead of the 66th meeting.

### **B.6 Policy Measures**

13. Policy measures which were implemented during the course of the past two years are summarized below:

<b>Activity</b>	<b>Key Actions</b>	<b>Status in 2011</b>
Production Quota licenses	Not Applicable since production has ceased since August 2008.	Nil
Registrations	Applications for registrations from sellers, stockists, dealers and buyers of CFC will be examined and submitted to Ozone Cell, MOEF.	Last date for registrations was 31 <sup>st</sup> Dec 2009. No new registrations were done.
Issuance of Licenses	Applications for import and export of CFCs will be examined after which the Ozone Cell will submit recommendations for issuance of bulk licenses for export by CFC producers and import licenses to DGFT <sup>1</sup> . Ozone Cell will take into account information received on registered importers in importing countries when considering issuance of export licenses.	Licenses for export of CFCs from stockpile were issued to ensure zero stock at the end of 2009.

<sup>1</sup> Directorate General of Foreign Trade



***B.7 Technical Assistance Activities<sup>2</sup>***

<b>Activity</b>	<b>Key Actions</b>	<b>Status</b>	<b>Actual Spent</b>
<b>Awareness</b>	<p>India Success Story developed, published and disseminated; and publication of booklet on CFC production phase-out targeting CFC users and consumers</p> <p>Support to Chiller Energy Efficiency project for awareness and technical information workshops to CFC-based Chiller owners</p>	<p>Success Story 2009 and 2010 were published and disseminated on the occasion of Ozone Days of both years; the booklet is under preparation and will be published in 2012</p> <p>PMU was involved in substantive discussions with project team and with public sector enterprises using CFC based chillers. The Chiller project was approved by Bank Board in June 2009 and since then Ozone Cell has supported the marketing and monitoring efforts</p>	<p>50,000</p> <p>Included in “operations of PMU”</p>
<b>Training/ Capacity building</b>	<p>Workshops in high CFC consuming states on awareness of CFC production closure.</p> <p>Targeted skills training and awareness for Customs and border officials</p>	<p>Activities were completed</p>	<p>49,000</p>
<b>Data Collection</b>	<p>Data Management and compilation of CFC data used for MDIs as procured from CFC producers</p> <p>Strengthening information exchange on CFC exports through iPIC</p>	<p>Data triangulation system is in place with support and regular data flow from DGFT, DRI<sup>3</sup>, DGCIS<sup>4</sup> and Department of Customs.</p> <p>The PMU has been clearing export/import requests from other countries after verifying the requisite details.</p>	<p>Included in “operations of PMU”</p>
<b>Operations of PMU</b>	<p>Daily operations and overhead costs of PMU.</p> <p>Support for Article 7 Data reporting including management of CFC imports for EUNs</p> <p>Regular monitoring meetings</p>	<p>On-going activities.</p>	<p>100,000</p>

<sup>2</sup> These Technical Assistance activities correspond to funding previously approved and released by the Executive Committee for Technical Assistance, and are managed by UNEP.

<sup>3</sup> Department of Revenue Intelligence

<sup>4</sup> Directorate General of Commercial Intelligence Statistics

Activity	Key Actions	Status	Actual Spent
	held with relevant stakeholders, including CFC and CTC producers for stringent monitoring  Web-accessed database system for data triangulation and centralized MIS system for cohesive data compilation for ODS		
<b>Total disbursed in 2010 and 2011</b>			<b>199,000</b>

### ***B.8 Monitoring and Reporting***

Reporting was as detailed below:

Report	By	Target Date	Comments
Supervision report	World Bank	Bi-annually	Supervisions undertaken and satisfactory reports prepared and disseminated.
Progress report	UNEP	Bi-annually	Reports received from UNEP in 2010 and 2011.
Financial Audit Report	UNEP	June	Satisfactory extract of UNEP's Annual Audited Accounts received; Regular financial reports received on a timely and satisfactory basis
Disbursement Report	IDBI	Bi-annually	Satisfactory reports received on a timely basis
Financial Audit Report	IDBI	September	Satisfactory reports received
Technical Audit	World Bank	April 2011	Satisfactory audit undertaken by independent auditor and report reviewed in May 2011; CFC import audit undertaken in CY2010 and CY2012

## **C. DISBURSEMENTS**

### ***C.1 CFC Production Gradual Phaseout Project***

14. Total disbursement under this project was 100% of the total project allocation of US\$ 82 million. This cumulative disbursement includes US\$ 80 million disbursed under the CFC producer compensation and US\$ 2 million for Technical Assistance activities. The expenditures on TA activities for 2010-2011 are highlighted in section B3 above.

### **C.2 Accelerated CFC Production Phaseout Plan**

15. As CFC production has stopped, the GOI will not be issuing production quotas for 2012. As noted, there are no further activities of any sort envisaged to take place during 2012, beyond the disbursement to the producers of the full funding available under the 2<sup>nd</sup> tranche of the ACP, according to performance that has been met.

16. The relevant agreements between the Government of India and the World Bank and between the Government of India and the producers have been signed, and payment for the first tranche, amounting to US\$ 2.113 million was made to the producers in January 2012. The second installment, amounting to US\$ 1.057 will be released upon approval of the ExCom.

### **C.3 Modalities for Disbursements**

17. The CFC gradual phase out project is implemented through a number of inter-related agreements: (i) a Project Agreement between the World Bank and the Government of India which governs the overall project framework and respective obligations and fiduciary responsibilities of the Government of India and the World Bank as an implementing agency of the Fund; (ii) a Grant Agreement between the World Bank and the Industrial Development Bank of India (IDBI) that is directly charged with disbursing funds to the Producers, on the instruction of the World Bank following the request of the Government of India; (iii) Performance agreements reflecting phase out targets and other conditions between the Government of India and the Producers; and (iv) Sub-grant agreements between each of the Producers and IDBI, to effect payment. The flow of resources is from World Bank to IDBI to the Producers. The World Bank directly contracts independent auditors to conduct verification to the effect that performance agreements have been met by the Producers, as discussed above, and these are submitted for the consideration of the Executive Committee prior to approval and release of Tranche funding. This set-up ensures that while on the one hand there is significant oversight and control over decisions to release funding, on the other hand payments can be made rapidly by the IDBI bank once the request to do so has been cleared.

18. The US\$80 million approved for CFC producers under the CFC Gradual Phaseout Project was satisfactorily disbursed to all CFC producers by 2010. Under the Accelerated CFC Phaseout Plan, the first tranche of disbursement was made to the four CFC producers in January 2012. The second payment will be released upon approval for disbursement by the ExCom, upon review of all compliance requirements, including the CFC import audit.

19. The remaining activities to be completed in 2012 are summarized in the following table:

<b>Activity</b>	<b>Key Actions</b>	<b>Budget (US\$)</b>
<b>CFC Accelerated Plan 2<sup>nd</sup> Tranche Release</b>	IDBI release of funds to Producers, subject to ExCom approval.	1,057,000